

## Tarification

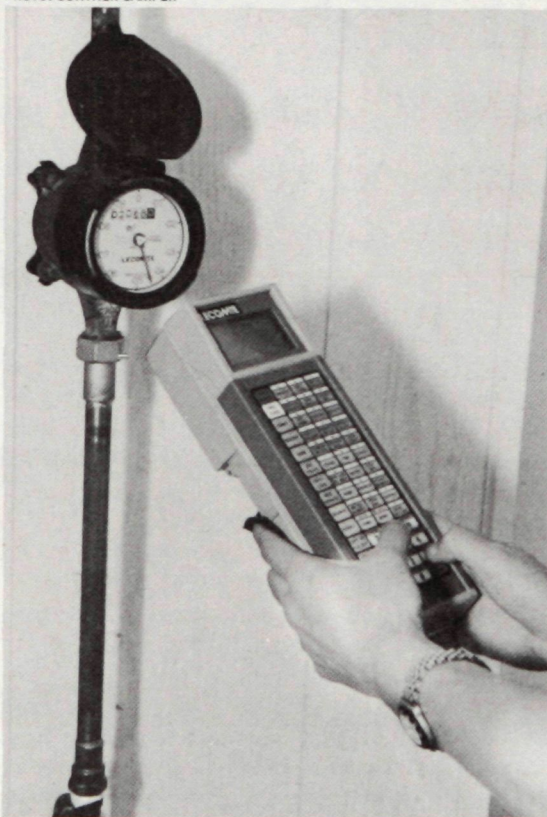
Au Québec, tout le monde paie pour recevoir l'eau chez soi. Mais tout le monde ne s'en rend pas compte. La plupart des villes ont un tarif fixe ou basé sur l'évaluation foncière. Le prix de la taxe d'eau est souvent dissimulé dans le «forfait» de la taxe municipale que doit payer tout propriétaire résidentiel. Une partie de cette taxe est refilée aux locataires dans le montant de leur loyer. Plusieurs entreprises sont branchées à des compteurs et facturées à la consommation.

Dans les villes ayant des compteurs, plusieurs formules cohabitent. Un **tarif de base** peut s'appliquer, comprenant ou non un certain volume d'eau compris avec l'abonnement au service. Puis, trois types de **tarif au volume** existent. Le coût d'utilisation de chaque mètre cube peut être de valeur équivalente (**prix fixe**). Le prix peut croître, c'est-à-dire que plus on utilise d'eau, plus elle devient dispendieuse (**prix croissant**). Le prix peut décroître lorsqu'on utilise de grandes quantités d'eau, un principe «favorisant» l'implantation d'industries à forte consommation d'eau (**prix décroissant**).

Dans le monde, la plupart des expériences de tarification au compteur et de privatisation ont été de pair. Une situation troublante. Comme si, une fois les machines à compter les gouttes d'eau posées, on pouvait transférer la gestion à des entreprises privées et vice versa. En France, on constate que l'eau sous contrôle privé est en moyenne 33% plus chère que celle qui passe dans les compteurs d'eau restés sous contrôle municipal<sup>1</sup>.

<sup>1</sup> Léo-Paul LAUZON, François PATENAUE et Martin POIRIER, *La privatisation au Québec*, première partie, Chaire d'études socio-économiques de l'UQAM, 1997.

PHOTO: GUNTHER GAMPER



► On évaluera à ce moment s'il y a surconsommation et si le compteur est le meilleur outil pour réduire la demande en eau.»

### MOINS GASPILLER OU SE PRIVER?

Côté surconsommation, il faut voir quel barème on choisit. Un barème possible est celui de la consommation moyenne des villes québécoises ayant des compteurs, soit 205 litres par personne, par jour. Par contre, des experts-es estiment que les besoins d'hygiène et d'entretien domestique requièrent de 50 à 80 litres par jour. Si on se compare aux États-Unis – et là il faut voir si on compare des villes semblables –, nos seuils sont inférieurs. Par rapport à l'Afrique, notre consommation est indécente mais leur faible consommation d'eau ne peut être un modèle.

On doit choisir des moyens pour atteindre une utilisation plus rationnelle et plus solidaire de l'eau. Mais ces moyens, dont

le compteur d'eau n'est qu'un exemple, ne doivent pas masquer l'inégalité des ressources économiques pour accéder à l'eau. En Angleterre, des familles appauvries choisissent de se priver d'eau pour économiser. 21 586 ménages ont été coupés d'eau en 1992 faute d'avoir payé leur facture. Des personnes âgées remplissent une baignoire d'eau pour toute la semaine, craignant une facture trop élevée. Ici nous ne sommes plus dans la lutte au gaspillage mais dans l'appauvrissement.

Si les compteurs d'eau peuvent être un outil, il faut voir si c'est le bon, car poser des compteurs n'est pas une opération gratuite. La Chaire d'études socio-économiques de l'UQAM estime qu'il en coûterait près de 60 millions \$ pour installer et entretenir des compteurs d'eau dans tout Montréal. Soit l'équivalent de la production d'eau montréalaise pour un an, ou le tiers des travaux de réfection prévus à l'aqueduc pour les prochains 10 ans. L'économie vaut-elle le compteur? 